



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

45^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

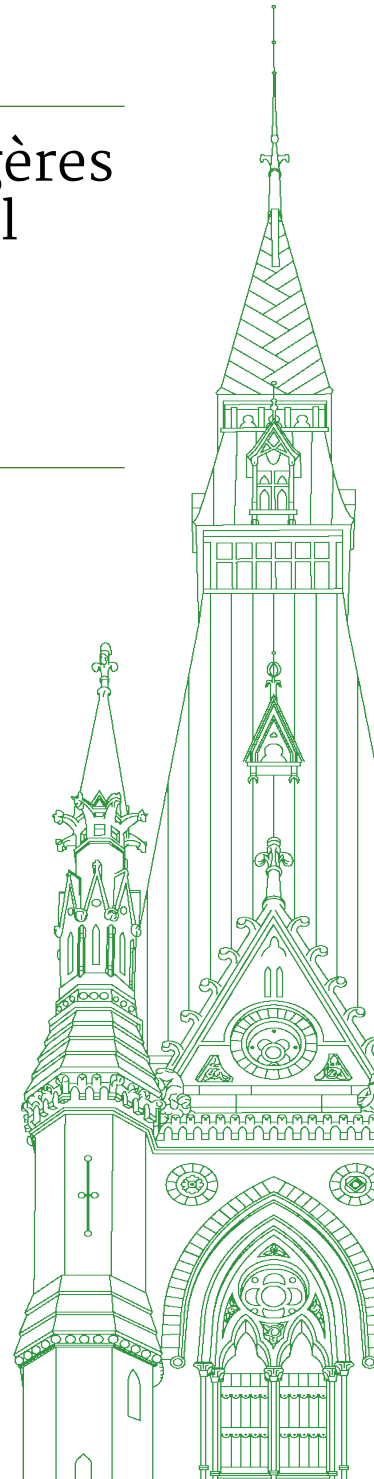
Comité permanent des affaires étrangères et du développement international

TÉMOIGNAGES

NUMÉRO 030

Le jeudi 16 avril 2026

Président : Ahmed Hussen



Comité permanent des affaires étrangères et du développement international

Le jeudi 16 avril 2026

• (1530)

[Traduction]

Le président (L'hon. Ahmed Hussen (York-Sud—Weston—Etoibicoke, Lib.)): Je déclare la séance ouverte.

Chers collègues et amis, bienvenue à la 30^e réunion du Comité permanent des affaires étrangères et du développement international de la Chambre des communes.

Conformément au paragraphe 108(2) du Règlement et à la motion adoptée par le Comité le jeudi 12 février 2026, le Comité se réunit aujourd'hui pour examiner la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique.

La réunion d'aujourd'hui se déroule en format hybride. Les membres y assistent en personne et à distance via l'application Zoom.

Je souhaite maintenant la bienvenue à nos témoins.

Du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement, nous accueillons Weldon Epp, sous-ministre adjoint, Indo-Pacifique; Valérie Samaan, directrice générale, Planification stratégique, des politiques et des opérations pour l'Indo-Pacifique; Darren Smith, directeur exécutif, Direction de la politique commerciale pour l'Indo-Pacifique; et Aly-Khan Rajani, directeur, Coordination régionale, des politiques et de la planification pour l'Indo-Pacifique. Du côté des Forces armées canadiennes, nous accueillons le colonel Jerome Patry, J35 Expéditions, Opérations futures, Commandement des opérations interarmées du Canada. Du ministère de la Défense nationale, nous accueillons Inderjit Nijjar, directrice générale adjointe, Politique de sécurité internationale.

Vous disposerez de cinq minutes pour vos remarques liminaires, après quoi nous passerons à une série de questions posées par les membres du Comité.

J'invite maintenant M. Epp à faire une déclaration préliminaire.

Bienvenue.

Weldon Epp (sous-ministre adjoint, Indo-Pacifique, ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement): Monsieur le président et membres du Comité, merci beaucoup de nous avoir invités à prendre la parole aujourd'hui au sujet de la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique et la région dans son ensemble.

Permettez-moi de commencer par dire que la région indo-pacifique reste la région économique qui connaît la croissance la plus rapide au monde et le principal moteur de la croissance mondiale. Elle comprend plus de 40 économies, plus de quatre milliards de personnes et représente environ 50 billions de dollars d'activité économique.

[Français]

En tant que nation pacifique, notre prospérité, notre sécurité et notre résilience à long terme sont de plus en plus influencées par l'évolution de cette région. Toutefois, si les possibilités économiques sont vastes, les risques géopolitiques augmentent également.

Selon le gouvernement, ce nouveau contexte ne fait que renforcer la pertinence continue de l'Indo-Pacifique pour le Canada. Le financement de cinq ans de la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique continue de soutenir cet instrument stratégique central pour faire progresser les intérêts et les objectifs du Canada dans la région. Il est important de souligner que la Stratégie a été conçue comme un cadre adaptatif, doté d'un processus d'examen intégré permettant de répondre à un contexte régional en évolution.

[Traduction]

Alors que nous actualisons la Stratégie pour l'Indo-Pacifique — par « actualisons », j'entends à la fois les actions menées et les conseils stratégiques ainsi que les décisions prises au cours de l'année écoulée —, nous nous concentrons de plus en plus sur l'accélération de nos efforts de diversification commerciale, sur l'établissement de partenariats solides qui renforcent la résilience économique et l'autonomie stratégique, et sur le développement d'une coopération à géométrie variable qui s'appuie sur les atouts du Canada dans les domaines de l'énergie, des minéraux critiques, de la technologie, de la production de défense, de l'IA et d'autres secteurs. Le nouveau partenariat Australie-Canada-Inde en matière de technologie et d'innovation en est un exemple concret.

[Français]

Permettez-moi de dire quelques mots sur ce que le Canada a accompli depuis 2022.

Premièrement, l'engagement du Canada envers la région a été renforcé grâce à une mobilisation soutenue au plus haut niveau. Nous avons enregistré davantage de visites ministérielles et de visites du premier ministre dans la région entre 2022 et 2026 que durant toute autre période comparable de mémoire récente.

Deuxièmement, sur le plan de la sécurité, nous avons accru notre présence navale dans la région dans le cadre de l'opération Horizon, nous avons intensifié notre participation à des exercices multinationaux et nous avons renforcé la surveillance des sanctions par l'entremise de l'opération Neon. Nous avons conclu de nouveaux accords de défense et de sécurité avec le Japon, la Corée du Sud et les Philippines. Nos partenaires apprécient la nature renforcée et régulière de notre engagement et reconnaissent nos contributions.

Troisièmement, la diversification du commerce et de l'investissement demeure au cœur de l'approche du Canada. Depuis 2023, le Canada a dirigé des missions commerciales d'Équipe Canada dans neuf marchés indo-pacifiques, dont six États membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, ou ANASE. Le Canada a également conclu, l'automne dernier, les négociations sur l'Accord de partenariat économique global entre le Canada et l'Indonésie, et nous continuons de faire progresser les négociations commerciales avec l'ANASE, les Philippines, la Thaïlande et l'Inde.

• (1535)

[Traduction]

Le Canada a également renforcé sa présence commerciale grâce à l'expansion des bureaux d'Exportation et Développement Canada dans toute la région et à l'engagement accru de FinDev Canada et de la Fondation Asie-Pacifique, entre autres. Je mentionnerai également le nouveau bureau d'Agriculture et Agroalimentaire Canada à Manille, qui soutient l'accès aux marchés, la sécurité alimentaire et la résilience de la chaîne d'approvisionnement dans toute la région.

Permettez-moi de prendre un instant pour évoquer brièvement certains de nos principaux partenariats régionaux.

Le partenariat stratégique du Canada avec l'ANASE, établi en 2023, renforce notre engagement dans toute l'Asie du Sud-Est grâce à une coopération plus étroite en matière d'économie numérique, de transition énergétique et de sécurité alimentaire. Ces efforts font progresser nos objectifs de diversification et renforcent la résilience de la chaîne d'approvisionnement du Canada en nous positionnant comme un partenaire économique à long terme dans la région. À la suite de la participation du premier ministre au sommet de l'ANASE en octobre dernier, les deux parties se sont engagées à conclure les négociations sur un accord de libre-échange entre le Canada et l'ANASE d'ici la fin de l'année.

Par ailleurs, nous avons établi des relations bilatérales dynamiques avec les gouvernements partenaires de la région. Les atouts du Canada dans les domaines de l'énergie conventionnelle et de l'énergie propre, tous sous-secteurs confondus, font de nous un partenaire fiable pour les pays de la région, notamment le Japon et la Corée du Sud, alors qu'ils mènent leur transition énergétique ou cherchent à renforcer leur sécurité énergétique à long terme.

[Français]

Permettez-moi de dire quelques mots sur l'Inde. Au cours de la dernière année, nous avons réalisé des progrès considérables dans le renouvellement de notre relation bilatérale, guidés par une approche claire et pragmatique fondée sur deux volets complémentaires: la sécurité et la diplomatie. Cette approche à double voie nous a permis de rétablir la confiance, de restaurer des canaux de communication réguliers et de recentrer la coopération sur des responsabilités et des intérêts partagés en tant que démocraties pluralistes.

En tant que l'une des économies connaissant la croissance la plus rapide au monde, l'Inde constitue un élément essentiel des efforts de diversification commerciale du Canada. À cette fin, le premier ministre Carney et le premier ministre Modi ont également convenu de lancer des négociations en vue d'un ambitieux accord de partenariat économique global Canada-Inde. Nous avons conclu le premier cycle de négociations et préparons le prochain. Cela reflète l'importance croissante de l'Inde en tant que partenaire stratégique et commercial, alors que nous sommes désormais prêts à faire pro-

gresser la coopération bilatérale sur la base d'une nouvelle feuille de route Canada-Inde.

[Traduction]

Au-delà de l'Inde, en Asie du Sud, nous renforçons également activement notre engagement auprès du Bangladesh et du Pakistan. Ces deux pays sont appelés à jouer un rôle de plus en plus important dans notre avenir et dans celui de la région, compte tenu de leur importante population et de leurs économies en plein essor. Nous saluons vivement le rôle récemment joué par le Pakistan dans la médiation du cessez-le-feu au Moyen-Orient.

J'aimerais dire quelques mots sur la Chine, puis je conclurai. La Chine reste un marché commercial important pour le Canada dans la région indo-pacifique. La visite du premier ministre en janvier a permis d'approfondir les liens entre les hauts responsables et d'améliorer la prévisibilité tant pour le Canada que pour la Chine grâce à un partenariat stratégique récemment recentré qui met l'accent sur une coopération pragmatique et constructive dans quelques domaines, tels que l'énergie, la sécurité alimentaire, le commerce et les liens entre les peuples. Ce réajustement de la relation reflète l'engagement du gouvernement à collaborer avec Pékin lorsque cela sert nos intérêts, tout en restant lucide sur les points de désaccord et de préoccupation et en mettant en place des garde-fous appropriés pour protéger notre sécurité économique et nationale.

• (1540)

[Français]

En conclusion, mon message principal est que la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique donne des résultats concrets pour les Canadiens. Elle renforce la résilience économique du pays, favorise la diversification commerciale, consolide les partenariats et positionne le Canada comme un partenaire de confiance.

[Traduction]

Merci de votre attention. Nous sommes impatients de répondre à vos questions.

Le président: Merci beaucoup de vos remarques.

Je vais maintenant céder la parole aux membres pour la période de questions, en commençant par le député Michael Chong.

Vous disposez de six minutes.

L'hon. Michael Chong (Wellington—Halton Hills-Nord, PCC): Merci, monsieur le président.

Merci à nos témoins d'être présents aujourd'hui.

Vous avez mentionné une mise à jour de la Stratégie pour l'Indo-Pacifique. Cette mise à jour comprend-elle un nouveau document, ou n'allez-vous pas présenter un nouveau document sur l'Indo-Pacifique? Le document original a été présenté il y a quelque temps.

Weldon Epp: Monsieur le président, comme les membres de ce comité le savent bien, la ministre s'est engagée à mettre à jour la Stratégie pour l'Indo-Pacifique lorsqu'elle a rencontré le Comité l'automne dernier. Depuis lors, beaucoup de travail a été accompli. Pour répondre directement à votre question, nous avons fourni des conseils à la ministre. Je ne m'étendrai donc pas sur les détails, car cela reste confidentiel, mais il y a deux points que je voudrais souligner.

Le premier concerne l'intention du document initial. Si vous examinez la stratégie, y compris le financement — vous verrez que c'est plus qu'un simple document, comme les membres du Comité le savent bien —, il a été conçu de manière à ce que nous puissions apporter des correctifs et le mettre à jour au fur et à mesure. Je m'attends pleinement à ce que cette mise à jour s'inscrive autant dans le cadre des mesures à prendre que dans de nouveaux documents.

Cela dit, la ministre a été très occupée à mener des consultations dans tout le pays — elle était à Vancouver la semaine dernière avec ses collègues de la région — auprès d'un large éventail de parties prenantes. Je crois que ce comité peut s'attendre à en entendre davantage sur le format et la forme de la mise à jour à venir.

L'hon. Michael Chong: Nous recevrons un document mis à jour à un moment donné. Est-ce exact?

Weldon Epp: Je ne me prononcerai pas sur le format de cette mise à jour ni sur la question de savoir s'il s'agira d'un document, d'un discours ou d'un autre format. Je laisse cela à la ministre.

L'hon. Michael Chong: Merci de cette précision.

Ma question suivante concerne Taïwan et la Stratégie pour l'Indo-Pacifique. Elle fait référence à Taïwan plus d'une demi-douzaine de fois, et à au moins deux reprises, elle mentionne le renforcement des liens économiques avec Taïwan. Selon certaines informations, l'accord-cadre de coopération commerciale bilatérale entre le Canada et Taïwan a été entièrement négocié et paraphé, mais il est en attente de signature.

Pouvez-vous nous dire quand le traité sera signé et déposé à la Chambre des communes?

Weldon Epp: C'est une excellente question. Je vais en profiter pour clarifier quelques éléments.

Nous ne nous attendons pas à ce que l'arrangement négocié soit déposé, car il ne s'agit pas d'un traité. Il ne s'agit pas d'un accord de libre-échange au sens classique du terme entre États. Sa mise en œuvre proprement dite suivra sa signature. Mais je peux vous dire que depuis le lancement de la Stratégie pour l'Indo-Pacifique, il est vrai que nous avons renforcé nos liens avec Taïwan de plusieurs façons, y compris sur le plan économique. Nous avons notamment conclu et signé un arrangement sur la protection des investissements étrangers, ou APIE.

L'arrangement dont parle le député représente une fantastique occasion pour nous d'accroître l'accès au marché pour certains secteurs de notre économie. C'est entre les mains du gouvernement. Le gouvernement réfléchit au meilleur moment et à la meilleure façon de l'officialiser.

L'hon. Michael Chong: D'accord. Je reconnais mon erreur. Il s'agit d'un arrangement, et non d'un accord. Je le comprends. Je vous remercie de cette précision pour le Comité.

Quand pouvons-nous nous attendre à ce que les choses débloquent? D'après ce que nous comprenons, il est bloqué aux échelons supérieurs du gouvernement.

Weldon Epp: Je ne présumerai de rien. Il y a toute une gamme d'activités en cours. Je n'ai jamais vu nos négociateurs commerciaux aussi occupés qu'actuellement. Il faut également faire preuve de diligence raisonnable avec nos collaborateurs.

Je m'attends à ce que des décisions soient prises bientôt pour aller de l'avant.

L'hon. Michael Chong: Nous encourageons le gouvernement à agir promptement. Nous sommes très favorables à cet arrangement. Nous pensons qu'il va renforcer le commerce bilatéral entre le Canada et Taïwan, et c'est justement l'une des intentions et des priorités de la Stratégie pour l'Indo-Pacifique. Nous encourageons donc le gouvernement à aller de l'avant.

J'ai une question concernant la déclaration claire du premier ministre au sommet de l'ANASE, l'an dernier, selon laquelle le Canada est une superpuissance énergétique, nous avons les troisièmes plus grandes réserves de pétrole au monde et nous sommes le quatrième producteur de gaz naturel en importance dans le monde. La ministre Anand a indiqué que ce serait intégré à la Stratégie pour l'Indo-Pacifique.

Quand aurons-nous plus de détails sur le degré de priorité qui sera accordé à cela dans la stratégie du ministère?

• (1545)

Weldon Epp: Encore une fois, sans préjuger des décisions à venir sur le format d'une mise à jour et de la question de savoir si vous allez obtenir l'information dans un discours ou un document, je peux vous dire que l'importance du secteur énergétique fait partie des éléments qui reviennent constamment dans la nouvelle approche du gouvernement actuel depuis un an.

Je mentionnerais qu'il y en a deux ou trois autres qui sont récurrents, dont les partenariats dans l'industrie de la défense. Dans le secteur de l'énergie, en particulier, le nucléaire est remonté beaucoup dans l'échelle de priorités. On le constate déjà dans les résultats de la visite en Inde et dans les discussions sur le terrain avec des partenaires comme les Philippines et l'Indonésie. Il y a beaucoup de travail qui s'accomplit dans ce secteur, sur le nucléaire comme sur le GNL.

Ces priorités se reflètent dans les engagements bilatéraux et les résultats obtenus depuis que le gouvernement a commencé à se mobiliser en ce sens.

L'hon. Michael Chong: Je tiens à souligner qu'il y a une certaine urgence, ici, car même si nous sommes largement protégés contre les conséquences de la guerre avec l'Iran, en Amérique du Nord, comme en Europe, dans une moindre mesure, c'est l'Asie qui en subit le plus les contrecoups pour l'accès au pétrole et au gaz. Cela cadre bien avec l'engagement du premier ministre d'accélérer les exportations de pétrole et de gaz vers la région.

Merci, monsieur le président.

Le président: Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à Anita Vandenberg.

Vous avez six minutes.

Anita Vandenberg (Ottawa-Ouest—Nepean, Lib.): Merci beaucoup, monsieur le président.

Je remercie les fonctionnaires de leur présence.

Lorsque le premier ministre a prononcé son discours à Davos, il a parlé de trouver des partenaires économiques et de sécurité, en foyon des enjeux. Nous savons que bon nombre des puissances moyennes et des partenaires potentiels se trouvent dans la région de l'Asie-Pacifique. Nous savons également que les pays démocratiques où l'espace civique, la primauté du droit et les droits de la personne sont robustes font de meilleurs partenaires, tant sur le plan économique que sur le plan de la sécurité. Je vous fais remarquer que l'Assemblée parlementaire de l'OTAN associe la démocratie ouverte à la sécurité et que la résilience démocratique est une question de sécurité.

J'aimerais d'abord m'adresser aux représentants des Forces armées canadiennes et du ministère de la Défense nationale pour savoir si, dans notre stratégie pour l'Indo-Pacifique, nous tenons compte de ce lien entre des sociétés ouvertes et la sécurité. J'aimerais ensuite entendre les représentants d'Affaires mondiales Canada.

Inderjit Nijjar (directrice générale adjointe, Politique de sécurité internationale, ministère de la Défense nationale): Merci beaucoup de cette question.

Du côté de la défense, cela fait partie intégrante de l'appui aux objectifs généraux de la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique en général. Nous voyons cela comme un prolongement de la stratégie et un catalyseur.

Pour répondre à votre question sur le renforcement de la paix, de la résilience et de la sécurité dans la région, l'un des essentiels que je mentionnerais pour accroître nos capacités, et l'un des piliers de la Stratégie pour l'Indo-Pacifique, c'est le renforcement des partenariats en matière d'entraînement militaire, en particulier dans le domaine des femmes, de la paix et de la sécurité. Par exemple, depuis 2023, nous avons formé près de 1 000 membres de forces partenaires clés comme l'Indonésie, les Philippines, le Vietnam et la Malaisie, notamment dans le domaine des femmes, de la paix et de la sécurité. J'insiste sur ce point uniquement parce que ce travail est très important pour améliorer l'intégration des genres et de perspectives tenant compte du genre dans les opérations militaires.

Je vais céder la parole à mes collègues d'Affaires mondiales Canada.

Weldon Epp: La prémisse de la question est tout à fait correcte, en ce sens que, comme le premier ministre l'a dit et comme nos ministres sont en train de le mettre en application, nous arrivons à nous mobiliser plus rapidement pour défendre les intérêts canadiens avec des partenaires fiables. L'une des caractéristiques d'un partenaire fiable est effectivement de disposer de politiques démocratiques et transparentes, question de savoir avec quoi nous travaillons.

Cela témoigne de notre confiance pour aller de l'avant, par exemple, avec un accord sur le statut des forces armées de pays étrangers avec les Philippines, et cela témoigne de notre confiance pour aller de l'avant avec des accords d'échange de renseignements avec le Japon et la Corée, pour ne donner que quelques exemples.

Anita Vandenberg: Pouvons-nous entendre les représentants d'Affaires mondiales Canada?

Weldon Epp: J'aurais dû préciser que je m'exprimais au nom d'Affaires mondiales Canada.

Anita Vandenberg: Pourriez-vous nous en dire un peu plus sur la façon dont, dans notre diplomatie, nous nous investissons dans des domaines comme les droits de la personne, les femmes, la paix

et la sécurité? Vous pouvez peut-être nous donner quelques exemples.

• (1550)

Weldon Epp: C'est une excellente question. J'aimerais ajouter aux commentaires de ma collègue de la Défense nationale que l'un des domaines prioritaires pour l'ANASE, collectivement et dans le cadre de sa collaboration avec le Canada, est de trouver des moyens très concrets de favoriser l'inclusion et de défendre les droits. L'un des thèmes auxquels elle accorde la priorité depuis quelques années, et sur lequel nous continuons de travailler en étroite collaboration, est celui des femmes, de la paix et de la sécurité. C'est très concrètement lié à son souci d'inclusion et à son espoir d'obtenir de meilleurs résultats dans la formation des forces armées pour diverses choses.

Je dirais, pour le reste, que nous sommes très déterminés à travailler avec des partenaires qui partagent nos valeurs pour nous attaquer aux problèmes les plus flagrants et les plus préoccupants en matière de droits de la personne dans la région. Certains des problèmes les plus aigus découlent de la guerre civile au Myanmar. Nous utilisons le financement humanitaire et divers autres outils pour soutenir les ONG qui renforcent la société civile et l'aident à dénoncer les injustices, à colliger de l'information et à travailler à l'avancement de la justice et à la conclusion de la guerre civile au Myanmar. Rien de tout cela n'est très simple, et cela nécessite des partenariats étroits avec des pays présents sur le terrain, qui connaissent bien la région et comprennent bien mieux que nous la nature des relations là-bas, donc nous avons des discussions très actives avec l'ensemble des pays de l'ANASE.

Anita Vandenberg: À une époque où l'on voit de plus en plus de concurrence géopolitique et de pays autoritaires partager leurs stratégies avec d'autres pays, pourquoi est-il important pour nous de collaborer avec des pays peut-être plus susceptibles que d'autres de subir un recul démocratique? Pourquoi est-il important d'entretenir des liens économiques et diplomatiques avec ces pays?

Weldon Epp: Je vais vous donner un exemple qui me tient particulièrement à cœur. Je pense que le Canada a une relation très importante et de longue date avec la population et le gouvernement de la Mongolie. Au sortir de la guerre froide, ce pays qui était une sorte d'État autoritaire pur et dur est devenu une démocratie très dynamique, mais c'est un petit pays aux prises avec des contraintes économiques considérables, notamment celle d'être entouré de deux pays ayant une vision très différente de la politique et de la responsabilité envers le peuple. Au fil des ans, le Canada a su travailler en étroite collaboration la Mongolie comme partenaire.

Je dirais que l'exemple de la Mongolie, celui du cheminement vers la démocratie de Taïwan et les exemples de pays comme les Philippines démentent la thèse assez simpliste selon laquelle le développement économique en Asie ne peut se produire que dans le contexte de régimes autoritaires d'États durs. Ce n'est pas vrai. Nous avons vu des histoires de croissance incroyables dans la région, de la part de gouvernements très diversifiés. Nous avons des relations avec chacun d'entre eux, mais nous nous appliquons beaucoup à renforcer ceux qui rendent des comptes à leur propre peuple. Il est ainsi beaucoup plus facile pour nous de travailler avec eux dans un large éventail de domaines.

Le président: Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à M. Brunelle-Duceppe.

[Français]

Vous avez la parole pour six minutes.

Alexis Brunelle-Duceppe (Lac-Saint-Jean, BQ): Merci, monsieur le président.

Je souhaite la bienvenue aux témoins et je les remercie d'être présents.

Comme l'a si bien dit mon ami Michael Chong, la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique, lancée en 2022 par le gouvernement, prévoyait précisément de poursuivre le développement de liens économiques et interpersonnels avec Taïwan, qui est nommée à plusieurs reprises.

Monsieur Epp, dans votre allocution d'ouverture, aujourd'hui, pas une fois vous n'avez nommé Taïwan. Vous avez nommé de nombreux pays, mais pas Taïwan. Il y a donc un changement d'orientation assez clair de la part de votre ministère concernant Taïwan.

On a parlé de l'accord conclu en 2025 pour lequel il manque seulement la signature finale. Cet accord concernait quand même des secteurs économiques importants pour le Québec, à savoir l'intelligence artificielle ou les énergies vertes, par exemple. En prime, Radio-Canada nous a appris en février que Taïpei soupçonnait qu'Ottawa retardait la signature de cette entente pour « préserver sa relation avec la Chine ».

Est-ce que votre ministère a reçu des explications de la part du gouvernement, à savoir pourquoi on n'a toujours pas signé cet accord?

Weldon Epp: Je vous remercie de la question.

La réponse est non. Nous attendons d'avoir plus de clarifications sur les prochaines étapes. Jusqu'à présent, nous n'avons pas eu d'instructions...

• (1555)

Alexis Brunelle-Duceppe: Vous n'avez donc pas eu d'explications du gouvernement à cet égard. Le gouvernement n'a donc pas consulté les spécialistes du ministère sur ses raisons de signer ou de ne pas signer cette entente.

Weldon Epp: Je peux dire qu'à plusieurs reprises, nous avons eu des discussions sur une gamme d'occasions et d'outils concernant nos engagements avec Taïwan. Cependant, jusqu'à présent, nous n'avons reçu aucune instruction précise à ce sujet.

Alexis Brunelle-Duceppe: Est-ce que votre ministère a évalué les effets économiques d'une signature ou d'une non-signature de cet accord pour le Québec, par exemple?

Weldon Epp: Oui. Je vais laisser mon collègue Darren Smith répondre à cette question. Il a été un négociateur en cette matière.

Darren Smith (directeur exécutif, Direction de la politique commerciale pour l'Indo-Pacifique, ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement): Merci, monsieur Epp.

Monsieur le député, la réponse rapide à votre question est non.

[Traduction]

Il faut comprendre en quoi consiste cet arrangement-cadre de coopération commerciale. D'abord et avant tout, il s'agit effectivement d'un document de modalités. Pour faire une comparaison facile, regardez ce que le Royaume-Uni et Taïwan ont accompli. La structure est très semblable ici. Il s'agit essentiellement de décrire le pro-

cessus, l'architecture, les points de contact et ce genre de choses. Un peu comme le Royaume-Uni l'a fait, nous avons négocié un arrangement qui énonce une vision pour mettre la table à d'autres ententes qui pourraient voir le jour.

Ainsi, l'intérêt que vous manifestez à l'égard de l'économie verte, du numérique et de questions du genre — je pense que vous avez mentionné l'intelligence artificielle, en particulier — pourrait très bien faire partie de notre travail avec Taïwan, cela fait déjà partie de notre travail de toute façon. M. Epp pourrait probablement vous en dire plus sur le processus de consultations économiques Canada-Taïwan. Nous avons un arrangement de longue date avec Taïwan sur ce genre de questions.

Je dirais que notre travail avec Taïwan s'est poursuivi tout au long de 2025 et en 2026. Nous avons parlé de diverses questions propres à l'environnement commercial mondial. Nous sommes nous-mêmes très conscients de certaines problématiques de résilience de la chaîne d'approvisionnement et de l'accord que le pays vient de conclure avec les États-Unis, en février. Toutes ces questions font partie d'une même équation.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Merci.

Je vous écoute, mais c'est un accord qui ne comporte aucun risque. Il n'y a pas de droits de douane en jeu. C'est un cadre, comme on dit. La Grande-Bretagne a déjà un accord similaire. Il n'y a aucune bonne raison pour ne pas signer cette entente qui est déjà conclue. Tous les détails de l'entente ont été acceptés par les deux parties. La seule chose qui manque, c'est la signature. Donc, nous sommes malheureusement obligés de regarder ça très objectivement, en nous disant que, présentement, la seule raison valable expliquant qu'on ne signe pas cette entente, c'est parce qu'on ne veut pas froisser Pékin. Je pense que n'importe quel expert international nous le dirait en regardant la situation. Il n'y a pas d'autre raison valable, à moins que vous m'en donniez une.

Votre silence me fait comprendre que j'ai tout à fait raison. Le gouvernement canadien, par la voix de son ministère, vient nous dire qu'on ne signe pas une entente avec Taïwan qui ne comporte aucun risque, parce qu'on ne veut pas froisser Pékin.

En ce qui concerne Pékin, vous avez parlé de chaînes d'approvisionnement résilientes et vous avez parlé de droits de la personne. Une étude de l'Université de Sheffield démontre de façon très claire, nette et précise que la production des voitures électriques chinoises implique du travail forcé, particulièrement au Xinjiang, où il y a beaucoup d'industries minières et de production d'aluminium. Nous avons donc les études en question. Nous avons plusieurs études qui démontrent que, dans ces chaînes d'approvisionnement, la production des voitures électriques chinoises recourt au travail forcé. Pourtant, le gouvernement a signé une entente pour faire baisser les droits de douane sur le canola en contrepartie de 49 000 voitures électriques chinoises.

Vous nous avez dit qu'il fallait faire attention aux chaînes d'approvisionnement. Là, vous avez la preuve et la démonstration que, dans ces chaînes d'approvisionnement, il y a du travail forcé. N'est-ce pas un peu contradictoire?

Weldon Epp: Je pense que vous allez être d'accord sur l'idée que les chaînes d'approvisionnement sont assez complexes dans n'importe quel secteur. Il y a beaucoup de complexité, même en Chine comme telle. Il y a plusieurs marques mondiales, que ce soit Chery ou BYD. Il est très important de prendre chaque cas et chaque projet de manière détaillée.

Ce que nous avons, c'est une série ou une gamme d'outils qui nous donnent la possibilité de garder le compte des produits fabriqués à partir du travail forcé. Ça existe depuis quelques années. Le premier ministre a récemment renforcé nos capacités à l'interne en matière de vigilance en faisant des investissements à la GRC et à l'Agence des services frontaliers du Canada.

Nous allons aussi toujours partager la responsabilité avec les entreprises canadiennes. En fait, nous exigeons que les entreprises canadiennes elles-mêmes fassent partie d'un processus de vigilance, surtout en ce qui concerne le Xinjiang. Nous avons une déclaration que nous demandons à nos entreprises ayant des investissements sur le terrain. Tous ces outils vont évoluer quand c'est nécessaire pour que nous puissions avoir des partenariats stratégiques qui ont un sens pour les intérêts du Canada. Parallèlement, nous tiendrons compte de la possibilité qu'il y ait des produits ou des chaînes d'approvisionnement liés au travail forcé.

● (1600)

Le président: Merci beaucoup.

Weldon Epp: Je ne pense pas que ce soit une contradiction, mais c'est assez complexe.

[Traduction]

Le président: Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à Mme Rood.

Vous avez cinq minutes.

Lianne Rood (Middlesex—London, PCC): Merci, monsieur le président.

Merci beaucoup aux témoins d'être ici aujourd'hui.

En octobre 2025, les libéraux ont promis une mise à jour de la Stratégie pour l'Indo-Pacifique dès que possible. Nous sommes rendus en avril 2026 et nous attendons toujours. Je suis curieuse. Avez-vous une idée de la raison pour laquelle le gouvernement a encore raté une échéance qu'il s'était imposée, alors que les familles canadiennes continuent de payer le prix de la sécurité économique retardée?

Weldon Epp: En tant que fonctionnaire responsable de l'Indo-Pacifique, je dirais que j'ai beaucoup de sympathie pour mes collègues qui travaillent sur l'Europe et sur le Moyen-Orient. Cela a été une année très chargée. Je sais que notre ministre est presque constamment en déplacement, que la liste des objectifs est très longue, mais qu'elle doit aussi réagir au monde tel qu'il est.

Je pense qu'il est très clair qu'elle ne s'est pas imposé quelque échéance que ce soit, mais elle a dit très clairement qu'elle voudrait mettre la stratégie à jour. Nous sommes proactifs dans nos conseils. Elle consulte activement les divers intervenants, les organisations et les gouvernements étrangers. Il y a beaucoup de travail qui s'abat au quotidien, mais il se passe aussi beaucoup de choses dans le monde.

Entretemps, je pense que les membres du Comité ou du public peuvent comprendre — je l'espère — que c'est une stratégie finan-

cée sur cinq ans. Le financement est réparti entre 17 ministères. Ce financement, ces outils et ces initiatives se poursuivront jusqu'à avis contraire. Il y a beaucoup de travail qui se poursuivra. Je pense qu'il est raisonnable de s'attendre à ce que les objectifs initiaux de la stratégie — comme la diversification — se maintiennent, et le gouvernement redouble d'efforts à cet égard.

Je veux simplement prévenir les membres du Comité qu'il n'y aura pas forcément de grande démarcation entre l'avant et l'après. Il s'agit d'une stratégie en évolution que le gouvernement, par les activités qu'il mène déjà aujourd'hui, s'efforce très activement d'appliquer, par la diversification du commerce ou des partenariats en matière de sécurité économique, par exemple.

Lianne Rood: Merci.

La stratégie de 2022 qualifiait la Chine de « puissance mondiale de plus en plus perturbatrice » qui cherche à « façonner l'ordre international ». Or, le Canada demeure dangereusement dépendant de Pékin tandis que nous ne misons pas sur notre pétrole et notre gaz. Pourquoi le ministère n'a-t-il pas utilisé les exportations canadiennes de GNL et de brut pour offrir à nos alliés de l'Indo-Pacifique une solution de rechange fiable et éthique à des fournisseurs hostiles?

Weldon Epp: Je souscris à la prémisse de la question de la députée, en ce sens que le Canada a beaucoup à offrir à ses partenaires dans la région indo-pacifique. Nos ressources sont très recherchées. La question a été soulevée plus tôt dans le contexte des récents événements au Moyen-Orient qui exercent des pressions sur l'approvisionnement en énergie de bon nombre d'économies.

Certains investissements commencés dans le cadre de la Stratégie pour l'Indo-Pacifique doivent désormais se poursuivre à un rythme soutenu, de pair avec la stratégie des grands projets du gouvernement actuel, notamment la mobilisation dans l'ensemble de la région pour encourager un investissement accru dans le secteur du gaz naturel liquéfié. Des décisions devront être prises très bientôt dans le cas de la phase 2 du projet LNG Canada. Beaucoup d'efforts ont été déployés par le gouvernement — précédent et actuel — pour attirer les investissements des acteurs du secteur privé de la région dans ces occasions.

Enfin, ces pays, peu importe ce que nous pensons de leur gouvernance, ont des économies qui sont parmi les plus importantes au monde et qui ont une incidence sur les changements climatiques et la pollution, la pollution que nous respirons. La possibilité de passer à une énergie plus propre pour des pays comme la Chine intéresse les Canadiens et c'est quelque chose que nous allons continuer de promouvoir.

● (1605)

Lianne Rood: À ce sujet, près de quatre ans et 2,3 milliards de dollars plus tard, c'est seulement en 2025 que le premier chargement de GNL a quitté Kitimat à destination de l'Asie, après des années d'innombrables tracasseries administratives des libéraux, comme je les appelle. Les règles du jeu changent continuellement.

Par curiosité, savez-vous si le gouvernement continuera de changer les règles du jeu avant que l'énergie canadienne ne devienne enfin la pierre angulaire de notre stratégie pour l'Indo-Pacifique?

Weldon Epp: Je peux dire que j'ai beaucoup voyagé dans la région, tant dans le cadre de mes propres fonctions que pour accompagner divers ministres. L'énergie est l'un des thèmes incontournables et essentiels pour nos partenaires de la région. Ils réagissent de manière très positive aux décisions prises par le gouvernement visant à réduire les délais d'obtention des permis afin d'accroître la prévisibilité pour les nouveaux projets. Ces priorités du gouvernement ont été fort bien accueillies par nos interlocuteurs dans la région.

La mise en service de la phase 1 du projet LNG Canada a également été perçue comme une marque de confiance ou de renforcement de la confiance. Je conviens que c'est récent, mais avoir la preuve que des chargements de GNL ont été expédiés dans la région depuis la côte Ouest du Canada a considérablement renforcé la confiance, tout comme l'acheminement de pétrole par le réseau de Trans Mountain. Je suis convaincu que nous avons quelque chose dont la région a besoin. Nous avons un peu plus confiance dans la capacité du Canada de réussir, et le gouvernement a clairement indiqué son intention d'accélérer la cadence davantage.

Lianne Rood: Le premier ministre a qualifié le Canada de superpuissance énergétique, mais la Stratégie pour l'Indo-Pacifique mentionne à peine notre potentiel pétrolier et gazier. Pourquoi le ministre n'a-t-il pas accordé la priorité au projet de gaz naturel liquéfié Pacific et aux infrastructures de pétrole brut alors que les alliés de l'Asie cherchent désespérément à s'approvisionner ailleurs qu'en Russie et au Moyen-Orient?

Weldon Epp: Je pense que cela témoigne de l'importance de la mise à jour, et la ministre en a parlé.

Quant aux questions légitimes sur ce qui figurait ou non dans la version initiale de la stratégie, je dirais que depuis son lancement, beaucoup de choses ont changé dans le monde, et d'autres sont restées inchangées. Ce qui a changé, c'est que l'énergie est devenue un enjeu encore plus crucial pour la souveraineté nationale et la sécurité de la chaîne d'approvisionnement. Je m'attends à ce que la mise à jour soit fortement axée sur cet aspect — à l'instar des mesures prises par le gouvernement —, parmi d'autres domaines pour lesquels nous recentrons nos efforts dans le cadre de la stratégie.

Lianne Rood: Merci.

Le président: Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à Mme Mona Fortier.

Vous avez cinq minutes.

[Français]

L'hon. Mona Fortier (Ottawa—Vanier—Gloucester, Lib.): Merci beaucoup.

Je remercie surtout les témoins de leur présence à cette première séance de cet examen que nous venons de commencer. Je les remercie aussi pour leur travail acharné. On ne leur dit pas assez souvent. Ils mettent beaucoup d'efforts et nous savons qu'ils nous soutiennent dans cet exercice.

La première chose que je voudrais faire, c'est d'inviter les membres du Comité à participer activement. En tant que membres du Comité, nous avons une tribune pour participer à cet examen et nous devons saisir cette occasion.

Si je comprends bien, la ministre l'a mentionné. Selon elle: « Le monde a changé depuis la publication de la Stratégie pour l'In-

do-Pacifique, et nous devons nous assurer que notre politique étrangère répond maintenant aux besoins du Canada. »

Donc, je pense que cette tribune nous donne une parfaite occasion pour justement poser des questions aux témoins et peut-être nous aussi contribuer à la façon dont on perçoit cet examen et cette mise à jour de la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique. J'invite donc mes collègues de l'autre côté de la Chambre à faire cet exercice avec nous.

Monsieur Epp, comme vous l'avez mentionné, la ministre entame aussi des consultations avec des parties prenantes. Dites-nous, pour les gens qui suivent nos travaux aujourd'hui, comment on peut participer à cet examen comme Canadiens et Canadiennes ou encore comme parlementaires.

Weldon Epp: Je vous remercie de cette question.

Je suis tout à fait d'accord avec vos commentaires. En effet, nous allons tenir compte des commentaires exprimés à la réunion d'aujourd'hui et aux prochaines réunions portant sur la présente étude du Comité dans notre avis à la ministre concernant les prochaines étapes et le renouvellement de notre stratégie. De plus, les députés jouent un rôle, parce qu'ils ont des contacts et des liens et qu'ils font partie de groupes parlementaires, comme le groupe Canada-Indonésie ou d'autres groupes.

Affaires mondiales Canada vous encourage à profiter de ces liens, de ces contacts et de ces plateformes pour renforcer nos relations dans la région de l'Indo-Pacifique. Un des premiers objectifs de la Stratégie était de renforcer notre présence dans la région et d'y être plus fiables. Il s'agit d'un objectif non seulement pour le gouvernement, mais aussi pour les Canadiens et Canadiennes, que ce soit des entreprises, des organisations, mais aussi des députés.

• (1610)

L'hon. Mona Fortier: Est-ce qu'il y a, dans le cadre de référence ou dans l'exercice que vous êtes en train de faire et auquel nous pouvons participer, des résultats qu'on doit atteindre? Comment est-ce qu'on doit les atteindre? Est-ce qu'il y a des conditions gagnantes à tenir en compte pour faire cet examen de la bonne façon?

Weldon Epp: Je vais vous donner une réponse en deux parties. La première partie est un peu plus technocratique, en lien avec le travail des fonctionnaires. Nous sommes en train de commencer de nouveau tout un processus d'évaluation horizontale de toutes les initiatives, de tous les fonds et de tous les outils qui font partie de ce que nous faisons dans l'Indo-Pacifique. Il est très important d'évaluer, de manière un peu plus technique, les résultats directement liés aux investissements des Canadiens et des Canadiennes. C'est très important pour informer le gouvernement en vue des prochaines étapes, surtout s'il décide de renouveler la Stratégie pour cinq autres années en y mettant d'autres ressources.

En ce qui concerne l'autre partie de la question, nous avons déjà une bonne idée des réponses diplomatiques à notre stratégie. Nous en avons une bonne idée grâce à la rétroaction de nos chefs de mission de la région, notamment au moyen de réunions avec la ministre, Mme Anand. Cette rétroaction nous donne une bonne idée de ce qui marche et des thèmes et engagements qui sont importants et qui ont une influence sur nos intérêts dans la région.

L'hon. Mona Fortier: Il ne me reste pas beaucoup de temps.

Je vois qu'on a déjà ouvert de nouveaux bureaux diplomatiques et commerciaux au Japon, en Corée du Sud, en Indonésie, au Vietnam et aux Fidji. Il y a aussi le Bureau indo-pacifique pour l'agriculture et l'agroalimentaire aux Philippines. Est-ce qu'il y a des plans pour ouvrir d'autres bureaux? Si oui, comment est-ce qu'on va évaluer le besoin de le faire ou non? Est-ce qu'il y a des observations à faire à cet égard?

Vous n'aurez probablement pas le temps de répondre immédiatement, mais peut-être que vous pourrez le faire plus tard dans cette réunion.

Weldon Epp: C'est exactement ça. Nous sommes justement en train de formuler un avis qui contient des aspects que vous avez soulignés.

[Traduction]

Le président: Merci beaucoup.

Monsieur Brunelle-Duceppe, vous avez deux minutes et demie.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Merci, monsieur le président.

Monsieur Epp, je veux faire du pouce sur ce que Mme Fortier a dit. Je veux souligner le travail que vous faites. Vous le faites évidemment avec beaucoup de professionnalisme.

Par ailleurs, monsieur Smith, j'ai cru comprendre que vous aviez participé aux négociations sur le fameux accord avec Taïwan dont j'ai parlé. Est-ce que vous êtes en mesure de dire au Comité combien de temps ça a pris pour arriver à l'accord de principe de mars 2025? Est-ce que les négociations ont pris des heures, des jours ou des semaines de travail? Est-ce que vous pouvez donner l'échéancier au Comité?

[Traduction]

Darren Smith: Il m'est difficile de donner un échéancier précis concernant notre travail avec Taïwan. Comme je l'ai dit, nous travaillons avec Taïwan depuis mon arrivée en poste, vers 2024-2025. Ce travail s'est fait sans interruption; il s'agit simplement d'une collaboration continue avec Taïwan. Comme je l'ai dit précédemment, nous avons eu l'occasion de faire ce travail en ayant une idée des modalités que nous souhaitons pour la poursuite de ce processus afin d'avoir une discussion plus approfondie sur ces questions.

Quant au travail du printemps dernier, dont vous avez parlé, il s'agit d'un jalon. Il faut aussi comprendre que le système de commerce international a connu de nombreux bouleversements en 2025-2026. Dans notre rôle de négociateurs commerciaux, nous nous efforçons constamment à prendre en compte les changements qui ont eu lieu dans l'environnement commercial mondial, surtout par rapport aux chaînes d'approvisionnement avec Taïwan, un acteur très important dans le domaine des semi-conducteurs, etc.

À cet égard, il est également vrai que Taïwan a eu avec ses partenaires commerciaux, y compris les États-Unis, des activités qu'il faut prendre en considération dans la mise en œuvre de l'ACCT.

Ce sont des renseignements que nous transmettons au cabinet de la ministre de façon continue. Cela fera partie du processus décisionnel. C'est un contexte en évolution. Comme je l'ai dit, l'accord avec les États-Unis est entré en vigueur il y a quelques semaines. Il faut comprendre que le travail du printemps dernier a uniquement porté sur les modalités et pas vraiment sur le fond.

• (1615)

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Je comprends, mais, quand le vice-ministre des Affaires étrangères de Taïwan et le représentant de Taïwan au Canada nous demandent de signer, je pense que l'entente est conclue et qu'il n'y a plus de travail à faire. C'est fait, c'est réglé.

[Traduction]

Le président: Veuillez répondre très brièvement, car le temps est écoulé.

Darren Smith: J'ai beaucoup de respect pour le dirigeant du bureau de Taïwan ici au Canada, mais il nous reste en réalité encore beaucoup de travail à accomplir.

Le président: Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à M. Ziad Aboultaif, pour cinq minutes.

Ziad Aboultaif (Edmonton Manning, PCC): Je vous remercie tous du travail que vous faites pour le Canada. Je sais qu'il faut un haut niveau de professionnalisme et de connaissances pour faire ce que vous faites.

Monsieur Epp, dans le cadre des négociations avec le gouvernement chinois, il va sans dire qu'il y a des choses que nous reprochons à la Chine, notamment certaines questions liées aux valeurs en matière de droits de la personne, au travail des enfants et à l'ingérence dans nos systèmes électoraux.

Ces questions étaient-elles sur la table lors des pourparlers avec les Chinois?

Weldon Epp: Puisque la question portait sur les négociations, permettez-moi d'essayer d'y répondre sans détour.

Nous avons soulevé un vaste éventail de préoccupations par rapport à la Chine et à nos relations avec elle, et nous continuerons de le faire à l'avenir. Cela comprend les enjeux liés aux droits de la personne, l'ingérence étrangère et la répression transnationale. Au cours de la visite du premier ministre du Canada, si vous vous concentrez sur cette période précise, le premier ministre lui-même, la ministre Anand et d'autres ont parlé d'un vaste éventail de préoccupations, dont les préoccupations en matière de droits de la personne. Elles ont été soulevées à tous les niveaux.

Ziad Aboultaif: Étaient-elles sur la table?

Weldon Epp: Monsieur le président, je vais...

Ziad Aboultaif: Répondez simplement par oui ou par non, si vous le pouvez, car j'aurai une autre question par la suite.

Weldon Epp: Comme je l'ai dit, et comme le premier ministre l'a dit, un large éventail de préoccupations, dont les droits de la personne, ont été soulevées lors de nombreuses réunions à tous les niveaux pendant la visite du premier ministre en Chine.

Ziad Aboultaif: Étaient-elles au menu?

Weldon Epp: Je ne ferai pas usage d'euphémismes. Je vais dire les choses sans détour. Lors de cette visite, le premier ministre et la ministre Anand ont soulevé diverses questions, y compris des questions relatives aux droits de la personne, au cours de leurs séries de réunions.

Ziad Aboultaif: Y avait-il des conditions préalables? Quelles étaient les conditions préalables à la négociation pour les deux parties — notre côté et le côté chinois —, comme on l'a souligné pour le Comité?

Weldon Epp: Je ne suis pas à l'aise de répondre à cette question de manière catégorique, car je tiens simplement à rappeler aux membres du Comité que la mise à jour de notre approche, notre réajustement des relations avec la Chine, comportait en réalité diverses avenues. Pour être très précis, on visait à régler des enjeux commerciaux, l'accès pour le canola, etc. Ces points ont été discutés, et il y a eu des discussions sur la façon d'aller de l'avant. Pour ce faire, il s'agissait de partir d'un partenariat stratégique antérieur, d'une autre époque, qui était à la fois vaste et ambitieux, et de se demander comment le rendre adapté à l'objectif et ciblé en 2026.

Il n'y avait pas de conditions préalables au sens où vous l'entendez. Il y avait des intérêts en jeu. Il était dans notre intérêt d'affirmer que notre capacité d'aller de l'avant dans notre relation avec la Chine nécessite un cadre de sécurité. Nous devons avoir la possibilité d'aborder les questions de droits de la personne.

Ziad Aboultaif: Pour arriver à un accord, vous êtes assis à la table de négociation. Je sais qu'une négociation va dans les deux sens. Ce n'est pas seulement l'un ou l'autre. C'est dans les deux sens. Il faut que les deux parties s'entendent. Il faut parfois laisser certaines choses de côté, et parfois, il faut les retirer.

Qu'avons-nous compromis pour parvenir à cette compréhension dont vous parlez en ce qui concerne la Chine?

• (1620)

Weldon Epp: Je comprends. Je pense que la meilleure façon de répondre à cette question est de dire que le partenariat stratégique et les documents finaux découlant de la visite du premier ministre sont plutôt inhabituels, en fait. Ils sont très explicites et plutôt longs. Nous ne sommes pas aussi explicites à chacune des visites du premier ministre ou à chaque dialogue avec la Chine.

Ces documents portent sur un certain nombre de... Je ne les qualifierais pas de « conditions », mais plutôt de questions d'intérêts pour le Canada. Une des questions que je soulignerais — alors que nous discutons avec eux des modalités de mise en œuvre, ou plutôt de rétablissement de ce qui existait auparavant, mais qui avait été brisé — est la création d'une table régulière pour aborder les questions de sécurité et d'application de la loi. C'est important, car si nous voulons faire progresser les relations entre le Canada et la Chine, qu'elles soient économiques ou interpersonnelles, il nous faut également un accès régulier aux plus hauts échelons pour discuter de certains des enjeux que vous venez de soulever.

Ziad Aboultaif: Un exemple rapide, ce sont les postes de police chinois au Canada. De notre côté, est-ce que c'était une condition pour aller de l'avant?

Weldon Epp: L'intention, pour aller de l'avant, est précisément de veiller à ce que les questions de ce genre soient régulièrement à l'ordre du jour. Nos préoccupations au sujet de l'ingérence étrangère ou au sujet de l'applicabilité du droit chinois — le long bras de la Chine, la répression transnationale — sont des questions qu'il convient d'aborder dans le cadre de notre dialogue sur l'application de la loi et la primauté du droit, et c'est l'un des objectifs qui découlent de la mise à jour du partenariat stratégique.

Ziad Aboultaif: Merci.

Le président: Merci beaucoup, monsieur Aboultaif.

Nous passons à M. Stéphane Lauzon.

Bienvenue au Comité. Vous avez cinq minutes pour les questions et les commentaires.

Stéphane Lauzon (Argenteuil—La Petite-Nation, Lib.): Merci, monsieur le président. Je vais poser mes questions en français.

[Français]

J'aimerais commencer par le colonel Col Jerome Patry.

Depuis l'adoption de la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique en 2022, le Canada a renforcé sa présence et son engagement dans cette région de façon manifeste. Ma question a pour but de rassurer les Canadiens, et je pense qu'on a un rôle à jouer là-dedans.

Comment la posture militaire du Canada dans l'Indo-Pacifique a-t-elle évolué depuis 2022? Comment s'est-on positionné depuis 2022? Pourrait-on parler de capacités? Y a-t-il eu des déploiements supplémentaires pour répondre à ces besoins ou sont-ils envisagés pour protéger la souveraineté canadienne et contribuer à la stabilité régionale?

Col Jerome Patry (J35 Expéditions, Opérations futures, Commandement des opérations interarmées du Canada, Forces armées canadiennes): Merci de votre excellente question, monsieur Lauzon.

Je vais commencer par me référer aux commentaires proposés en début de réunion par mon collègue du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement. Il a mentionné l'opération Horizon, qui avait été lancée pour mettre en œuvre le volet militaire de la Stratégie. C'est une mission qui promeut la paix, la résilience et la sécurité au sein de l'Indo-Pacifique, et qui vise à faire augmenter le respect des lois internationales.

L'opération Horizon a aussi servi à remplacer ce que nous faisions auparavant, à savoir des déploiements épisodiques, ce qui nous permet d'avoir une présence persistante et prédictible dans la région, et ce, dans les domaines maritime, terrestre, aérien et du cyberspace, ainsi que dans les Forces d'opérations spéciales.

L'opération Horizon nous a permis d'accroître notre participation régionale et multinationale par une série d'exercices dans la région. Chacun de ces exercices a des buts précis, que ce soit d'augmenter notre interopérabilité avec d'autres pays ou d'avoir un effet en matière de renforcement des capacités.

Stéphane Lauzon: C'est une excellente réponse pour le bien du Comité, mais vous ne nous avez pas parlé du respect des droits de la personne et des engagements que nous avons en matière de gouvernance démocratique et d'ordre international fondé sur des règles.

Est-ce que ces règles sont respectées? Pouvez-vous nous en parler un peu?

Col Jerome Patry: Certainement.

Quand nous parlons du renforcement des capacités, nous le faisons en prenant part, dans la région, à des exercices qui aident à améliorer la confiance que nous avons envers nos alliés, ainsi que la confiance que nos alliés ont envers nous. Ça nous permet de renforcer ces liens. Nous le faisons grâce à plusieurs éléments, que ce soit des opérations navales ou terrestres.

• (1625)

Stéphane Lauzon: Est-ce que, depuis 2022, vous avez senti cette confiance des autres pays et de l'Inde s'accroître envers le Canada?

Col Jerome Patry: C'est un jugement qui est difficile à poser en ce moment.

Stéphane Lauzon: Ce serait plus un sentiment que vous auriez sur le terrain: est-ce que vous sentez que c'est mieux aujourd'hui qu'au début de votre mandat?

Col Jerome Patry: Je vous dirais que notre participation lors de chacun des grands exercices multinationaux dans la région a été de beaucoup augmentée. Préalablement, nous étions principalement des observateurs lors de plusieurs de ces exercices. Maintenant, nous sommes des contributeurs principaux.

Je pense entre autres à l'exercice Balikatan qui s'en vient bientôt, pour lequel nous sommes le troisième contributeur international quant au nombre de forces que nous allons y déployer.

Donc, la grosseur, l'intensité, l'impact que nous avons dans la région ont assurément été augmentés durant l'opération Horizon.

Stéphane Lauzon: D'accord. Puisqu'il ne me reste que très peu de temps, à peine 20 secondes, j'aimerais vous demander de nous envoyer une des recommandations, parmi votre domaine de spécialité, que nous pourrions rajouter à notre rapport final et qui vous aiderait à prendre des décisions. Nous aurions un grand plaisir à la recevoir au Comité et à en parler lorsque nous allons faire la rédaction du rapport.

Merci.

[Traduction]

Le président: Merci beaucoup. Vous étiez parfaitement dans les temps.

Nous passons maintenant à Mme Kronis, pour cinq minutes.

Tamara Kronis (Nanaimo—Ladysmith, PCC): Merci beaucoup, monsieur le président.

Monsieur Epp, le rapprochement du Canada avec la Chine a-t-il entraîné des changements dans l'approche du Canada à l'égard de Taïwan?

Weldon Epp: Pas à ma connaissance.

Tamara Kronis: La Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique comprend un engagement à « repousser toute action unilatérale menaçant le statu quo dans le détroit de Taïwan ». En outre, on y décrit la Chine comme une puissance « de plus en plus perturbatrice ». Est-ce que quelque chose a changé dans cette évaluation?

Weldon Epp: L'analyse fondamentale des intentions de la Chine en matière de politique étrangère, de sa stratégie de sécurité nationale et de ses objectifs n'a pas changé. Aucun de nos partenaires ne constate un changement à cet égard. Ce que nous observons, c'est un changement dans la conjoncture internationale. D'un point de vue tactique, nous devrions nous attendre à ce que la Chine agisse différemment de temps à autre. Par exemple, il y a eu une période où la diplomatie du loup guerrier était la meilleure idée. Cela a changé: c'est maintenant une opération de charme.

Les objectifs nationaux des Chinois sont très clairs. Cela comprend, de leur point de vue, la réunification nationale avec Taïwan. Donc, tout le monde est sur la même longueur d'onde. Cet objectif de base n'a pas changé. Le fait est que le gouvernement continue d'appuyer... Nous avons reçu un large éventail de délégations commerciales. Le Bureau commercial du Canada à Taipei a connu une année exceptionnelle. Il a été très occupé. Nous avons observé une augmentation des échanges commerciaux. Nous avons signé un APIE depuis l'adoption de la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique. Encore une fois...

Tamara Kronis: Absolument. Je veux dire, nous comprenons parfaitement que vous ayez été très occupés. Cependant, ce que j'essaie de comprendre, c'est que le monde a changé. Pourtant, ce que l'on dit ici, dans une certaine mesure, c'est que l'on attend ce qui semble être — ou qui est présenté comme tel — une mise à jour progressive de la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique. Si peu de choses ont changé, pourquoi ne l'avons-nous pas? Si beaucoup de choses ont changé, alors qu'est-ce qui change vraiment?

Weldon Epp: Encore une fois, la réponse à cette question d'examen, ou l'objectif à atteindre, c'est que le Canada a toujours été... Il ne s'agit pas d'une question d'avant ou d'après. Ce n'est pas comme si le Canada n'était pas présent dans la région indo-pacifique avant la stratégie et qu'il y est maintenant. L'idée a toujours été de renforcer considérablement notre capacité de poursuivre nos objectifs économiques et de sécurité dans la région.

C'est l'aspect de continuité. Pour tout gouvernement, toute version de la stratégie ou tout engagement dans la région indo-pacifique portera là-dessus. Ce qui a changé, cependant, c'est la conjoncture internationale depuis son lancement. Le conflit en Ukraine s'est aggravé. Des conflits ont éclaté au Moyen-Orient. Un autre gouvernement est arrivé au pouvoir aux États-Unis. Que ce soit pour le Canada, la Chine ou d'autres acteurs, l'équilibre entre les priorités et les engagements opérationnels évoluera en fonction de ces changements.

Cependant, comme le colonel vient de le souligner, le Canada a continué à renforcer sa présence en matière de sécurité dans la région, et elle continue de s'accroître. L'an dernier, encore une fois, nous avons signé... Le ministre de la Défense nationale...

● (1630)

Tamara Kronis: Je comprends tout cela, mais ma question porte sur l'orientation.

Dans la politique actuelle, le Canada est perçu comme une force « de plus en plus perturbatrice ».

Weldon Epp: La Chine.

Tamara Kronis: Je suis désolée. La Chine est considérée comme une force « de plus en plus perturbatrice ».

Le Canada considère-t-il toujours la Chine comme une force « de plus en plus perturbatrice » dans la région?

Weldon Epp: Ce que je dirais, c'est que cette évaluation... Soit dit en passant — et je ne le précise pas parce que les membres du Comité ne le savent pas, mais plutôt pour la gouverne des Canadiens qui nous écoutent —, la stratégie contenait passablement beaucoup de texte sur la Chine. Ces dernières années, j'ai passé beaucoup de temps à parler d'un mot en particulier. Ce mot n'est pas péjoratif, c'est un mot descriptif. La Chine est perturbatrice sur le plan économique, de l'innovation et, potentiellement, de la sécurité.

Cette description qu'on employait à l'époque est toujours valable. Lorsque le premier ministre a été interrogé à ce sujet à Pékin, il a dit que le monde compte de nombreuses superpuissances perturbatrices. C'est un terme qu'utilisait un gouvernement précédent...

Tamara Kronis: La Chine est-elle de plus en plus perturbatrice?

Weldon Epp: Je ne l'ai pas entendu faire ce commentaire. Je ne...

Tamara Kronis: Ce libellé est dans notre stratégie actuelle. Pouvons-nous nous attendre à ce que l'expression « de plus en plus » soit retirée?

Weldon Epp: Encore une fois, je peux seulement dire que nous en sommes à conseiller le gouvernement. Je ne peux pas parler des conseils qui sont prodigués confidentiellement au gouvernement.

Voici ce à quoi je m'attends: pour effectuer l'évaluation de base d'une région qui gagne en importance, nous devons être présents à la fois sur le plan de la sécurité et de l'économie. Je ne pense pas que cette évaluation de base changera, et l'activité dont le colonel vient de parler l'illustre bien.

Tamara Kronis: Dans les quelques secondes qu'il me reste, j'aimerais beaucoup m'entretenir avec le colonel.

Les Forces armées canadiennes sont-elles d'avis que le Canada demeure une force « de plus en plus perturbatrice » dans la région?

Le président: Donnez-nous une réponse très brève.

Tamara Kronis: Je serais heureuse d'entendre un simple oui ou non.

Le président: Vous voulez dire la Chine. Vous avez dit « Canada ».

Tamara Kronis: Je suis désolée. Je voulais dire « Chine ». Je pense au Canada, où se trouve toujours mon cœur.

Le président: Répondez très brièvement.

Inderjit Nijjar: Je vais intervenir au nom de l'équipe de la Défense et répéter que nous accordons la priorité aux Forces armées canadiennes et à notre travail qui met l'accent sur la prévisibilité, la transparence et le respect du droit international dans la région.

Tamara Kronis: Ce n'est pas une réponse.

Le président: Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à Mme Vandenberg.

Vous avez cinq minutes.

Anita Vandenberg: Merci beaucoup.

J'aimerais quelque peu changer de sujet et parler de l'aide au développement et de l'aide humanitaire que le Canada fournit dans la région.

On sait que c'est une région très diversifiée. Un certain nombre de pays émergent du statut de « pays les moins développés », comme le Bangladesh, et des pays admissibles à l'aide publique au développement commencent à devenir eux-mêmes des pays donateurs, surtout dans le Sud. Pensons à l'Indonésie, aux Philippines et à d'autres pays.

Je me demande si vous pourriez nous décrire un peu les interactions du Canada avec ces pays entourant les besoins humanitaires. Les besoins sont immenses, par exemple, dans le cas des Rohingyas. Plus important encore, comment nous orientons-nous vers le soutien et les partenariats en matière d'aide au développement?

Weldon Epp: C'est une excellente question, car elle porte sur l'un des éléments qui évoluent et qui sont mis à jour dans l'approche du Canada dans la région.

Le Canada est un donateur de longue date dans l'Indo-Pacifique. On peut remonter aussi loin qu'au plan de Colombo. Le Canada a une image de marque de renom et est considéré depuis longtemps comme un partenaire fiable dans la région. De nos jours, de nombreux pays avec lesquels nous avons des partenariats d'aide au développement depuis des décennies sont des économies en pleine transition. Certains d'entre eux sont devenus des économies à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Ils ont besoin de continuer

à se développer et, pour ce faire, nous devons être agiles et examiner les approches et les partenariats que le Canada peut apporter à la table.

Ce que je dirai, très concrètement, c'est que ce contexte nous donne une excellente occasion de faire un groupe dont le secrétaire d'État Saraia parlé: le secteur privé canadien. Il doit y avoir un continuum dans nos partenariats d'aide au développement avec les économies à revenu intermédiaire de la tranche inférieure — l'Indonésie et le Vietnam, entre autres — où le Canada est un solide partenaire de développement. Nous avons maintenant un accord de libre-échange avec l'Indonésie, qui vient d'être négocié. La boîte à outils ne peut pas être scindée en deux; il faut vraiment que tout s'arrime. Le secrétaire d'État a dit que c'était l'une de ses trois principales priorités pour la région.

Je peux parler d'autres éléments.

Il y aura encore beaucoup de travail à faire pour répondre aux besoins cernés par nos partenaires dans la région. Je pense notamment au développement d'économies inclusives — en travaillant avec les communautés pour une meilleure inclusion des femmes et des filles dans leurs économies —, aux enjeux humanitaires ou aux risques de catastrophes et à la résilience. Ces efforts se poursuivront. Surveillez ce qui se fait à cet égard grâce à notre collaboration resserrée avec FinDev Canada, le Service des délégués commerciaux et d'autres groupes pour apporter des solutions de financement mixte, notamment.

Le dernier exemple que je donnerai à ce sujet concerne les accords de libre-échange. Nous nous sommes engagés à soutenir le gouvernement indonésien pour qu'il améliore ses pratiques et que les entreprises des deux pays respectent des normes élevées en matière d'environnement ou de travail.

• (1635)

Anita Vandenberg: Merci, et merci d'avoir mentionné l'environnement, car je sais que le Canada fait également preuve de leadership auprès des petits États insulaires, en particulier pour les enjeux climatiques.

Pourriez-vous nous éclairer un peu sur le leadership du Canada en matière d'atténuation des changements climatiques et d'adaptation à ces changements dans certains pays de la région?

Weldon Epp: Je pourrais peut-être donner quelques exemples de domaines où de formidables partenaires canadiens, ONG canadiennes et d'autres groupes ont déjà commencé à s'activer en matière de capacité économique pour s'adapter aux changements climatiques. Nous menons des projets aux Philippines et en Indonésie avec des propriétaires de petites entreprises, principalement des femmes à la tête d'entreprises, pour l'atténuation des changements climatiques dans des climats où sévissent de plus en plus de perturbations tangibles qui touchent les moyens de subsistance traditionnels — par exemple l'agriculture ou la pêche.

Par ailleurs — et cet exemple témoigne de la capacité dont nous disposons maintenant —, comme un autre membre du Comité l'a mentionné, nous avons une nouvelle mission à Suva, aux Fidji. Nous avons la capacité de réagir beaucoup plus efficacement dans les pays insulaires du Pacifique. L'initiative Kiwa illustre notre collaboration avec d'autres donateurs parce que je dirais que nous sommes un intervenant plus récent et plus petit dans le milieu de l'aide au développement du Pacifique. Nous coopérons avec la France, entre autres partenaires, pour soutenir l'atténuation des changements climatiques dans les petits États insulaires du Pacifique. L'initiative Kiwa est un autre exemple de ces efforts.

Anita Vandenberg: Vous avez mentionné les femmes, qui font tourner l'économie dans leurs communautés. Bien entendu, notre Politique d'aide internationale féministe fait en sorte que les femmes ne sont pas seulement les bénéficiaires de l'aide, mais qu'elles sont aussi actives et qu'elles participent à la conception et à la prestation des programmes.

Pourriez-vous nous en dire un peu plus à ce sujet?

Le président: Encore une fois, veuillez répondre très brièvement, car nous avons un peu dépassé le temps imparti.

Weldon Epp: Très brièvement, je dirai que j'ai eu le privilège de me rendre dans la région avec nos ministres et de voir un certain nombre de projets extrêmement importants qui démontrent l'importance d'apporter cette perspective non seulement aux systèmes en tant que tels, mais aussi à notre façon de développer nos systèmes. Notre façon d'apporter de l'aide au développement et de coopérer avec les pays pour développer leurs économies est aussi importante que les initiatives en tant que telles. Cette perspective favorise l'inclusivité. Elle fait participer les femmes et les filles, et cela demeure une priorité.

Le président: Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à M. Brunelle-Duceppe, qui dispose de deux minutes et demie.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Merci, monsieur le président.

Monsieur Epp, dernièrement, nous avons fait une étude sur la souveraineté canadienne dans l'Arctique. Entre autres, le Service canadien du renseignement de sécurité est venu faire une présentation, lors d'une réunion publique, bien entendu, durant laquelle il nous a dit que les deux plus grandes menaces à la souveraineté canadienne dans l'Arctique étaient la Russie et la Chine.

Votre évaluation de ce que nous faisons aujourd'hui met-elle cette information — qui est quand même publique maintenant, puisqu'elle a été mentionnée lors d'une réunion publique — dans la balance quand ça en vient à la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique?

Weldon Epp: C'est une excellente question.

Je vais souligner quelques caractéristiques de notre travail à ce sujet.

Nous avons renforcé nos conversations avec nos partenaires dans les régions démocratiques qui ont un attrait légitime dans la région, par exemple le Japon et la Corée du Sud.

Pour ce qui est des approches dans l'Arctique canadien, nous avons toujours ce lien avec l'Indo-Pacifique. Nous et nos partenaires, soit les États-Unis, la Corée du Sud et le Japon, devons être plus confiants et avoir plus de capacités en matière de gestion ou de

renseignement sur les activités maritimes. Nous avons fait des investissements qui nous permettront d'agir davantage à cet égard.

Nous avons aussi des partenariats avec le Japon et la Corée du Sud en lien avec la Garde côtière canadienne. Ce sera très important.

En plus, le gouvernement a fait des investissements, que les membres du Comité connaissent très bien, dans notre capacité à être plus présents sur le terrain au nord du Canada, et ce, dans tous les domaines.

• (1640)

Alexis Brunelle-Duceppe: On l'a vu: le montant de l'enveloppe budgétaire pour la défense et le recrutement est en hausse au Canada.

Par contre, l'enveloppe budgétaire pour l'aide internationale et le développement a subi des coupes quand même considérables lors du dernier budget. On parle de 2,5 milliards de dollars.

Selon vous, comment ces coupes en matière d'aide internationale vont-elles affecter la zone indo-pacifique? Sont-elles aussi mises dans la balance quand ça en vient à la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique?

Weldon Epp: Nous sommes bien conscients qu'une des priorités du gouvernement est de faire des coupes. Les coupes sont réelles et elles auront un impact.

Alexis Brunelle-Duceppe: Ce ne sera pas le cas en défense.

Weldon Epp: Il y a des choix à faire. C'est au gouvernement à les faire, et ce n'est pas mon...

Alexis Brunelle-Duceppe: Non, mais je veux savoir l'impact des coupes.

Weldon Epp: En ce qui concerne l'impact sur le Pacifique, en matière de budget de développement, je viens de décrire une approche, très importante à mon avis, où nous avons plus de possibilités de travailler en partenariat avec des pays en voie de développement. Là, les outils ne sont pas simplement des fonds de développement, mais ils permettent de plus en plus au secteur privé de participer, avec notre technologie, à l'atteinte des objectifs de développement, comme aux Philippines en matière d'énergie.

Le président: Merci beaucoup.

[Traduction]

C'est le tour de M. Michael Chong.

Vous avez cinq minutes.

L'hon. Michael Chong: Merci.

J'aimerais vous poser quelques questions sur le protocole d'entente que le gouvernement du Canada a conclu entre la GRC et le ministère de la Sécurité publique chinois. Je crois comprendre que c'est le seul protocole d'entente qui n'a pas été rendu public.

Est-ce exact?

Weldon Epp: Il faudrait que je vérifie, mais je pense que c'est possible.

L'hon. Michael Chong: Pouvez-vous faire un peu de lumière sur ses grandes lignes, puisqu'elles ne sont pas rendues publiques?

Ce protocole d'entente suscite des inquiétudes — et c'est compréhensible —, car la GRC et les autorités chinoises ont déjà collaboré pour échanger des renseignements afin de traduire des criminels en justice. La RPC a fini par se servir de ces renseignements pour persécuter des dissidents. Je pense à l'opération Fox Hunt.

Quelle disposition dans le protocole d'entente garantit que la Chine n'utilisera pas les renseignements qui lui sont transmis par la GRC ou d'autres autorités canadiennes pour cibler des détracteurs de la RPC?

Weldon Epp: Je répondrais à la question en deux temps. Je ne parlerai pas des détails du protocole d'entente. Je pense que la GRC peut le faire.

Les préoccupations soulevées ici reflètent l'expérience et les préoccupations des Canadiens et des communautés qui subissent la répression transnationale. Nous les connaissons bien, et ils demeurent une priorité. Ils font l'objet de discussions périodiques dans nos rangs.

Pour que la situation soit bien claire pour le Comité, je précise que les prochaines étapes de la coopération entre la GRC et le ministère de la Sécurité publique chinois visent surtout à essayer d'avoir une conversation beaucoup plus pratique et axée sur les résultats dans le dossier du fentanyl, notamment. Nous envisageons également des discussions qui favoriseront une coopération plus concrète sur les enjeux entourant les centres internationaux d'escroquerie en ligne soutenus par des groupes criminels internationaux.

Il y a là un certain nombre d'enjeux concrets, mais je comprends la prémisse de la question.

L'hon. Michael Chong: Au sujet des aspects pratiques et des enjeux qui relèvent de la responsabilité du ministère, le protocole d'entente aborde-t-il des questions comme les postes de police illégaux qui ont été établis par la RPC ici, au Canada, au cours des dernières années?

Weldon Epp: Le protocole d'entente ne nous empêche pas d'aborder cet enjeu, mais nous nous attendons à ce que ce sujet soit activement abordé dans le cadre du dialogue sur la primauté du droit que nous entamerons.

L'hon. Michael Chong: L'enjeu est-il pris en compte dans ce protocole d'entente, ou est-ce que le ministère poursuit ces efforts avec un autre instrument?

Weldon Epp: Nous nous pencherons sur des dossiers comme celui des postes de police — des enjeux qui représentent de l'ingérence étrangère — dans le cadre du dialogue sur la primauté du droit que nous lancerons. C'est d'ailleurs ainsi que nous procédons sur le plan diplomatique.

Nous soulevons ces questions chaque fois que nous en avons l'occasion. Le défi qui se pose avec le système chinois est d'aborder les enjeux auprès du bon interlocuteur. J'imagine que nous nous servons de tous les forums, y compris notre lien avec le ministère de la Sécurité publique chinois par l'entremise de la GRC. Nous passerons aussi par un dialogue plus régulier sur la primauté du droit en réunissant les hauts fonctionnaires de la sécurité publique et leurs homologues pour aborder des questions comme celle des postes de police.

• (1645)

L'hon. Michael Chong: Le protocole d'entente reflète en partie...

Weldon Epp: Je le répète: je ne vais pas m'avancer sur les détails du protocole d'entente, qui n'a pas été publié. Je pense que la GRC peut le faire.

Nous allons continuer d'aborder ces sujets, et la possibilité de le faire plus directement s'offre maintenant à nous.

L'hon. Michael Chong: Je comprends votre réponse. Merci.

J'aimerais revenir à la position du gouvernement selon laquelle le Canada va augmenter massivement les exportations de pétrole et de gaz naturel vers l'Indo-Pacifique.

L'an dernier, le premier ministre a signé une lettre d'intention entre le Canada et la Malaisie pour accroître les investissements dans les exportations de GNL, entre autres, vers la Malaisie. L'une des plus grandes entreprises malaisiennes, Petronas, est copropriétaire de LNG Canada. Le plan, dans la phase 2, est de doubler la capacité du gazoduc Coastal GasLink de la Colombie-Britannique et de doubler la capacité de ce terminal d'exportation.

Étant donné que cette lettre d'intention a été signée, dans quelle mesure le ministère est-il impliqué dans ce dossier?

Weldon Epp: Je répondrais en disant que la plus ardente défenseuse et championne de ce dossier dans notre ministère est notre haute-commissaire à Kuala Lumpur, Jodi Robinson. Elle relève de moi. Nous accordons tout à fait la priorité à ce dossier. Comme vous l'avez mentionné, Petronas dirige ces efforts, et nous soutenons son travail.

L'hon. Michael Chong: Comment...

Le président: Votre temps est écoulé. Je suis désolé.

L'hon. Michael Chong: D'accord. Merci.

Le président: Vous avez dépassé votre temps de parole de 30 secondes.

L'hon. Michael Chong: J'aimerais intervenir lors de la prochaine série de questions.

Le président: Aucun problème.

La parole est maintenant à Mme Mona Fortier.

Vous avez cinq minutes.

[Français]

L'hon. Mona Fortier: Merci, monsieur le président.

Comme je l'ai dit plus tôt, nous avons l'occasion d'avoir une conversation.

Monsieur Epp, je vais donc parler d'un des sujets préférés sur lequel je travaille dans mon mandat: la francophonie. Je pense que nous avons une occasion de nous assurer que la francophonie prend plus de place dans le cadre de la révision de la Stratégie. Je dis ça parce que l'Organisation internationale de la Francophonie vient tout récemment de publier un rapport intitulé *La langue française dans le monde*.

Saviez-vous que le français est maintenant la quatrième langue la plus parlée au monde? Elle occupait le cinquième rang avant. Dans le rapport, on dit que le français est la deuxième langue étrangère la plus apprise dans le monde. On parle de 170 millions d'apprenants. On dit aussi que le français est la troisième langue de l'économie et des affaires. Elle représente un atout dans l'établissement des liens d'affaires, et je pourrais continuer.

Disons que ces trois exemples nous donnent l'occasion de voir comment on peut mettre la francophonie sous les projecteurs et la présenter comme une possibilité gagnante dans le cadre de la révision de la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique. On sait très bien qu'à l'automne prochain, en novembre, je crois, le Sommet de la Francophonie aura lieu au Cambodge, dans la région indo-pacifique. Ce sera donc une belle occasion.

Au Canada, comme on le sait, nous voulons nous assurer que la francophonie continue à prospérer. Nous avons posé notre candidature pour le Sommet de la Francophonie de 2028.

Quelle place pourrait occuper la francophonie dans tout ça? Avez-vous des idées là-dessus?

Weldon Epp: Je vais commencer à répondre à votre question. Ensuite, Mme Samaan voudra peut-être ajouter quelque chose.

Moi, je trouve que, cette année, nous avons une possibilité très intéressante. Je pense que ce sera la première fois après une longue période de 20 ans que le Sommet de la Francophonie aura lieu au Cambodge, en Asie. Il est sûr que le Canada, le Québec, le Nouveau-Brunswick, la France et d'autres vont jouer un rôle important. Nous avons surtout la possibilité de valoriser non seulement la langue française, mais aussi les liens avec notre société.

En fait, au Cambodge, la banque la plus importante, la plus grande banque, c'est la Banque Nationale. Nous avons un réseau d'affaires au Cambodge qui est lié de manière importante au Québec. Le gouvernement fédéral a des outils pour renforcer le rôle du gouvernement dans le système financier. Récemment, nous avons établi notre ambassade à Phnom Penh, au Cambodge.

Je suis tout à fait d'accord sur le fait que nous aurons l'occasion cette année d'utiliser notre partenariat avec l'Organisation internationale de la Francophonie pour renforcer ces voix.

Madame Samaan, voulez-vous ajouter un commentaire?

● (1650)

Valérie Samaan (directrice générale de la planification stratégique, des politiques et des opérations pour l'Indo-Pacifique, ministre des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement): Je vais simplement ajouter quelques commentaires.

Pour ce qui de la mise à jour de la Stratégie et de l'implication de la francophonie, nous pourrions voir la phase 2 de la Stratégie au cours des prochains mois.

Comme vous le savez, dans le cadre de la phase 1 de la Stratégie, il y a toujours la possibilité, après cinq ans, d'y retourner, non seulement pour en faire la mise à jour, mais aussi pour l'amplifier et l'approfondir. Il s'agit de savoir si la Stratégie est bien adaptée pour les cinq prochaines années, donc de 2028 à 2033. Ce serait justement une occasion pour nous de voir s'il y a une possibilité d'inclure la francophonie et des questions autres que l'énergie ou les autres qui ont été mentionnées plus tôt aujourd'hui.

L'hon. Mona Fortier: J'espère que cette bonification apparaîtra dans cet examen que nous faisons présentement pour parler d'un autre sommet potentiel, si je comprends bien.

On sait que le Canada renforce sa présence dans le cadre d'un accord sur le commerce numérique. Vous en avez d'ailleurs parlé. Pourriez-vous informer le Comité de la candidature du Canada pour le Sommet de 2029? Y a-t-il des informations que vous pouvez nous transmettre à ce sujet?

Weldon Epp: C'est ça. Nous avons lancé une campagne, si vous voulez, par laquelle nous avons avisé les autres membres du forum de coopération économie Asie-Pacifique, l'APEC, pas l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, de notre capacité d'être le pays hôte du Sommet de l'APEC en 2029. Il y a tout un processus à suivre et il faut que les autres membres donnent leur soutien. La possibilité est là, et je pense qu'il ne reste que deux pays en lice. Nous attendons de recevoir une lettre officielle qui confirmera le soutien de certains pays à notre candidature. Nous pourrions alors commencer à planifier les choses pour être les hôtes du Sommet de l'APEC dans quelques années.

[Traduction]

Le président: Merci beaucoup.

Nous revenons à M. Michael Chong.

Vous avez cinq minutes.

L'hon. Michael Chong: J'aimerais poursuivre mes questions sur Petronas.

Le premier ministre a indiqué que le Canada pourrait doubler ses exportations de GNL, qui devraient passer de 50 millions de tonnes par année d'ici 2030 à 100 millions de tonnes par année d'ici 2040. Il s'agirait d'une augmentation assez substantielle des exportations canadiennes de GNL, si elle devait se concrétiser. J'aimerais mieux comprendre le mécanisme qui rend une telle augmentation possible. La deuxième phase a été confiée au Bureau des grands projets.

Comment cette initiative est-elle coordonnée avec Affaires mondiales Canada? L'ambassadrice à Kuala Lumpur discute-t-elle avec le Bureau des grands projets? Quel est le mécanisme?

Weldon Epp: C'est une excellente question. Il se peut que je ne puisse pas donner d'explications parfaitement claires sur ce sujet, mais je peux parler du rôle d'Affaires mondiales Canada.

De toute évidence, une partie du défi — mais aussi la dynamique qui s'installe et à laquelle nous assistons —, c'est que nous devons nous assurer d'avoir une proposition de valeur, un processus et des attentes clairs. Il faut donc réfléchir à des éléments comme la délivrance de permis, les échéanciers, etc. Certains des changements de politique que le gouvernement a annoncés sur la façon de mener de grands projets, ainsi que la désignation d'un centre clé de reddition de comptes pour la mise en œuvre — à savoir le Bureau des grands projets —, font partie de l'équation.

Dans un deuxième temps, nous devons veiller à ce que les promoteurs ou les participants potentiels comprennent l'occasion qui se présente. C'est là qu'Affaires mondiales Canada intervient. Notre haute-commissaire à Kuala Lumpur est très active et connaît très bien les membres de la haute direction de Petronas. Elle me les a présentés, ainsi qu'à la ministre Anand et au premier ministre.

Nous allons garder ces lignes de communication ouvertes. Sans entrer dans les détails commerciaux confidentiels, je peux dire que l'entreprise a des connaissances très pointues. En effet, comme vous l'avez souligné, elle a été très active à la tête du consortium de la phase 1 de LNG Canada. Elle a consacré énormément de temps à apprendre à connaître en détail les diverses communautés autochtones et des Premières Nations qui sont touchées et qui sont des partenaires dans la région.

J'ai pleinement confiance dans les discussions que Petronas mène actuellement pour déterminer si elle jouera un rôle non seulement dans la phase 2 de LNG Canada, mais aussi dans d'autres grands projets. Il ne s'agit pas de grands projets figurant parmi les 11 projets désignés, mais ils représentent d'autres possibilités énergétiques d'importance sur la côte Ouest du Canada. Ce sont des discussions importantes.

C'est à cette étape qu'Affaires mondiales Canada joue un rôle, puis nous délégons le dossier. Petronas est un cas particulier parce qu'elle est déjà très présente sur le terrain. Or, pour les nouvelles entreprises, les dossiers sont transférés à Investir au Canada. Après le transfert d'un dossier au Bureau des grands projets, ce dernier doit diriger la mise en œuvre. Au fur et à mesure que les ressources, le financement et les fonds d'investissement sont engagés ou accessibles, c'est à ce bureau de coordonner la mise en œuvre. Notre rôle se joue à l'étape initiale de l'acquisition de clients, si je puis m'exprimer ainsi.

● (1655)

L'hon. Michael Chong: Est-il juste de dire, à la lumière de la lettre d'intention signée entre le Canada et la Malaisie, que la deuxième phase est un enjeu d'actualité dans les relations entre le Canada et la Malaisie?

Weldon Epp: Je dirais qu'il s'agit pour l'instant d'une décision commerciale qui relève principalement de Petronas. Dans le cas de la Malaisie, c'est Petronas. Cette décision commerciale fait l'objet de discussions en cours avec l'équipe du ministre Hodgson et, sur le terrain, avec le Service des délégués commerciaux d'Affaires mondiales Canada et notre chef de mission sur place.

L'hon. Michael Chong: C'est utile. Je vous remercie.

J'aimerais aborder la question des échanges parlementaires, dont vous et moi allons parler un peu plus tard, je crois. Le premier ministre, lors du compte rendu de sa rencontre avec le président du Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale, a souligné l'importance des échanges parlementaires.

J'espère que le ministère est d'avis qu'il ne peut pas y avoir d'échanges parlementaires tant qu'il n'y aura pas de réciprocité complète entre notre Parlement et l'Assemblée populaire nationale, étant donné que des sanctions sont toujours imposées aux députés et aux comités de ce Parlement alors qu'aucune mesure semblable ne vise les membres de l'APN ou ses comités. Est-ce une hypothèse juste?

Weldon Epp: Je comprends tout à fait le raisonnement, et c'est une décision qui reviendrait au gouvernement. Depuis ma première affectation à Pékin dans les années 1990, je constate la valeur, mais celle de ces échanges doit tenir compte du rapport risques-bénéfices. Je comprends...

L'hon. Michael Chong: Je terminerai en disant une chose. C'est une question d'honneur national, de dignité nationale et de respect de sa patrie qu'il y ait une pleine réciprocité avant que ces échanges puissent avoir lieu.

Weldon Epp: C'est tout à fait clair, et je retire ce que j'ai dit.

L'hon. Michael Chong: Oui, il devrait y avoir une réciprocité totale.

Merci.

Le président: Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à M. Lauzon.

Vous avez cinq minutes.

[Français]

Stéphane Lauzon: Merci, monsieur le président.

Je remercie encore tous les témoins qui sont présents aujourd'hui.

Monsieur Epp, dans votre discours d'introduction, vous nous avez parlé de la visite du premier ministre, qui a été accentuée. Ça a eu une importance pour améliorer les missions commerciales. Vous nous avez aussi parlé des partenariats économiques, et mis l'accent sur les chaînes d'approvisionnement comme mécanisme pour aider tout ça.

Projetons-nous un peu dans l'avenir. L'Indo-Pacifique va représenter 50 % du PIB mondial d'ici 2040. Quels sont les progrès que le Canada a réalisés sur le marché et qui vous amènent à penser que nous allons atteindre ces cibles en 2040? Quels marchés a-t-on développés? Pouvez-vous nous en parler davantage?

Weldon Epp: Je vais commencer à répondre à votre question, mais, dans un instant, je vais donner la parole à mon collègue M. Smith. Je pense que l'aspect le plus important de ma réponse va être de simplement souligner l'importance de nos négociations afin de finaliser plus d'ententes, plus d'accords de libre-échange. Il est vrai que c'est une région qui connaît un développement rapide et qui va être de plus en plus importante pour notre économie.

Comme on l'a vu, la vision du premier ministre est de renforcer davantage nos relations avec des économies et des gouvernements fiables, et d'établir des relations prévisibles. Ça va beaucoup mieux si nous avons un accord de libre-échange. Il y a toute une gamme de négociations et M. Smith peut peut-être vous donner plus...

● (1700)

Stéphane Lauzon: Pouvez-vous nous donner des exemples de négociations qui font partie de cette gamme?

[Traduction]

Darren Smith: Très rapidement, l'Accord de partenariat transpacifique global et progressiste, ou PTPGP, est un excellent exemple. C'est un pilier de nos activités commerciales et d'investissement dans la région. Bien sûr, nous avons entamé et mené à bien des négociations avec l'Indonésie. Nous avons lancé des négociations avec les Philippines, et nous allons bientôt commencer nos négociations avec la Thaïlande. Nous avons déjà un accord commercial avec la Corée.

Dans l'ensemble, ce que nous constatons, c'est que nous créons un environnement permettant aux commerçants et aux investisseurs de réussir dans cette région et d'aider, peut-être, à réorganiser les chaînes d'approvisionnement de manière innovante pour faire face à certains des défis qui ont affecté le système commercial international. Les résultats ne seront pas immédiats. Le processus prendra du temps. Ce sera un grand changement pour les entreprises canadiennes, et en particulier pour les PME, qui devront se réorienter en diversifiant leur activité économique.

Nous observons certains signes précurseurs — nous constatons une utilisation accrue de ces accords commerciaux et un intérêt croissant au sein des missions commerciales et par d'autres interactions — qui indiquent que les commerçants et les investisseurs canadiens prennent les mesures nécessaires pour atteindre ces objectifs.

[Français]

Stéphane Lauzon: Cette réponse est très intéressante pour le bien de ce comité.

J'ai peut-être le goût de vous poser une question un peu plus ciblée, étant donné que je ne suis que de passage au Comité, sans en être un membre permanent.

Je veux parler un peu du Québec. Vous n'êtes pas sans savoir qu'au Québec, nous avons les ressources naturelles, l'intelligence artificielle, la robotique, l'aérospatiale, le bois, les forêts, la diversité et j'en passe. Comment le Québec peut-il tirer avantage de cette relation que nous avons à l'international grâce au travail que vous faites dans le cadre des négociations?

Weldon Epp: Je vais passer la parole encore une fois à mon collègue dans un instant. En matière de promotion et de négociation, on a déjà parlé de plusieurs secteurs où le Québec est très fort et très convoité dans la région. Je vais vous donner un exemple. En Inde...

Stéphane Lauzon: Parlez-vous de l'agriculture?

Weldon Epp: Non. Je parle de la croissance de son secteur aérospatial, des aéroports et tout ça. Ça nous donne un indice des demandes à suivre pour nos entreprises dans ce secteur. Il est très important d'être là maintenant afin de tirer parti des liens et des possibilités de contribuer davantage dans ce domaine.

Concernant ce que le Québec peut ajouter au processus de négociation, nous avons un processus de consultation avec les provinces, dont M. Smith peut parler.

[Traduction]

Darren Smith: Certainement.

Très brièvement, le Québec, comme l'ensemble des provinces et des territoires, est très impliqué dans nos activités de libre-échange. Nous nous inspirons constamment de leurs commentaires pour toutes nos activités de négociation commerciale. En fait, nous obtenons des informations très claires et concises tant du gouvernement du Québec que de ses parties prenantes sur certaines occasions très précises — des enjeux sur lesquels nous devons nous concentrer et établir des priorités avec nos partenaires de négociation.

Le Québec présente un profil très diversifié axé sur l'exportation et compte également des entreprises très solides qui mènent des activités internationales, notamment en matière d'investissement.

À mesure que nous poursuivons notre expansion, en particulier dans la région Asie-Pacifique, nous espérons pouvoir offrir aux entreprises québécoises et canadiennes en général de nouvelles occasions de réussir, et de nouveaux débouchés commerciaux où nous serons sur un pied d'égalité avec les autres.

[Français]

Stéphane Lauzon: Merci beaucoup.

[Traduction]

Le président: Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à M. Alexis Brunelle-Duceppe, pour deux minutes et demie.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Merci, monsieur le président.

Monsieur Epp, lorsqu'un projet de loi est déposé à la Chambre et concerne votre ministère ou, en tout cas, aurait un impact sur votre travail, j'imagine que vous faites l'analyse du projet de loi et des répercussions qu'il pourrait avoir sur votre travail avant qu'il n'ait force de loi.

Sinon, attendez-vous que le projet de loi devienne une loi avant de faire l'analyse des répercussions?

Weldon Epp: D'habitude, ce type de travail se fait en avance.

• (1705)

Alexis Brunelle-Duceppe: Pouvez-vous me dire si vous avez analysé les répercussions du projet de loi C-251 sur le travail forcé, qui a été déposé par M. Simon-Pierre Savard-Tremblay? Avez-vous fait l'analyse de ce que ça voudrait dire si ce projet de loi était adopté?

Weldon Epp: Personnellement, non, je n'ai pas vu cette analyse.

Alexis Brunelle-Duceppe: Donc, personne ici ne l'a vue. Pourriez-vous vous informer auprès des gens de votre ministère si cette analyse a été faite? Je vous serais reconnaissant de voir ce qu'il vous est possible de nous donner comme information.

Weldon Epp: C'est noté.

Alexis Brunelle-Duceppe: C'est parfait. Merci beaucoup.

Je vais maintenant terminer par ce par quoi j'ai commencé.

Avez-vous envoyé un avis à la ministre des Affaires étrangères en ce qui concerne l'accord avec Taïwan? Selon vous, devrait-on signer ou non l'accord? Avez-vous fait ça dans le cadre de votre travail comme représentant du ministère?

Weldon Epp: Je laisse à M. Smith le soin de corriger mes commentaires si nécessaire. Je veux vous dire que l'intention de tout outil en matière de renforcement et d'ouverture des marchés à l'extérieur, incluant celui de Taïwan, c'est de nous donner une plateforme égale avec la concurrence.

Alexis Brunelle-Duceppe: Excusez-moi d'insister, il ne me reste vraiment pas beaucoup de temps et c'est le dernier tour de questions: avez-vous donné un avis ou non à la ministre sur la signature de l'accord?

Weldon Epp: Il n'est pas possible pour moi de vous faire part, ici, de l'avis donné à la ministre sur ce sujet.

Alexis Brunelle-Duceppe: D'accord. Vous ne pouvez pas nous dire ce que vous avez dit à la ministre et j'en comprends que c'est de la réserve ministérielle. Par contre, vous lui avez dit quelque chose.

Weldon Epp: J'aimerais juste dire qu'il est important d'explorer des occasions d'affaires pour nos exportateurs. Taïwan est un marché important où nous n'avions pas la possibilité, par exemple, d'avoir des règles du jeu équitables. Un travail de négociation a donc été fait par mes collègues, dont M. Smith, afin de nous donner une plateforme égale.

Alexis Brunelle-Duceppe: Vous me dites que c'est pour avoir un cadre égal. Je vous félicite de votre travail. J'espère qu'il sera bientôt récompensé par une signature du gouvernement.

Merci.

[Traduction]

Le président: Merci beaucoup.

Merci à tous les témoins d'avoir comparu devant le Comité. Nous vous en sommes très reconnaissants.

Chers collègues, plus tôt dans la journée, le greffier a distribué deux budgets à adopter par le Comité. Le premier concerne le mandat de l'ambassadeur du Canada aux États-Unis, d'un montant de 500 \$. Le deuxième concerne la révision de la stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique, qui s'élève à 22 500 \$.

Plaît-il au Comité d'adopter ces budgets?

Des députés: D'accord.

Le président: J'ai une dernière chose à dire avant de lever la séance.

La rencontre informelle entre le Comité et la délégation sud-africaine a été reportée au mois de juin. À la place, le sous-ministre des Affaires étrangères de la République du Kosovo et sa délégation

ont demandé à nous rencontrer le jour où nous devons accueillir la délégation sud-africaine, soit le mardi 28 avril 2026 à 9 h 30.

Il s'agit d'une réunion informelle. Nous avons déjà convenu de réserver ce créneau pour la délégation sud-africaine. Je demande de remplacer cette rencontre par celle avec la délégation du Kosovo et d'autoriser le greffier à engager de modestes frais d'accueil à cette fin. Le Comité est-il d'accord?

Des députés: D'accord.

Le président: Enfin, le Comité souhaite-t-il lever la séance?

Des députés: D'accord.

Le président: La séance est levée. Je vous remercie.

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>